

Éditorial

Femmes et microcrédits

Bien que les femmes jouent un rôle important dans l'économie productive d'un pays, celles-ci sont freinées par de nombreuses injustices sociales telles que la pauvreté, leur présence dans le secteur informel et agricole et un faible accès aux ressources financières, matérielles et techniques. Partant de cette observation, les institutions de microfinance (IMF), l'ONU, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International tentent de mener des politiques de développement en faveur des femmes, notamment à travers la microfinance. Ainsi, le sommet du microcrédit de 2006, au Canada s'est donné deux principaux objectifs : augmenter l'accès aux crédits et services financiers des femmes et permettre aux plus pauvres de vivre avec plus d'un dollar par jour.

La microfinance cible particulièrement les femmes pour cinq raisons. Premièrement, les femmes sont très touchées par la pauvreté. Deuxièmement, on veut réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. Troisièmement, les femmes respectent mieux leurs engagements en matière de remboursement de crédit et en terme d'échéance. La quatrième raison relève des droits humains. Enfin, beaucoup de femmes utilisent le crédit pour augmenter le bien être familial (alimentation, santé, habitat et éducation).

Nos recherches ont relevé deux écoles sur la question de la microfinance en tant qu'outil

de développement pour les femmes. Le premier courant, celui soutenu par la CGAP (*Consultative Group to Assist the Poorest*) et les IMF, considère que les programmes de microfinance réduisent la pauvreté des femmes, permettent leur émancipation socio-économique et améliorent leurs conditions de vie et celle de leur famille. Ces programmes sont décrits de manière positive car ils contribueraient grandement à l'empowerment des femmes (l'accès au pouvoir). Cependant, un deuxième courant (AM. Goetz, L. Mayoux) pense que la microfinance n'est pas un bon outil de développement pour les femmes. En effet, selon elles, la microfinance est plus un outil financier que social et constitue un autre moyen de diffusion de la globalisation. Les principales faiblesses relevées par ce courant sont le surendettement des femmes, l'absence de contrôle sur la nature et la gestion du crédit, la pression provoquée par l'obligation de remboursement des crédits ou la façon dont ceux-ci sont utilisés. Selon eux, les contraintes sociales économiques, culturelles, politiques sont négligées.

Dans ce numéro de la revue Palabras, nous présenterons des expériences de femmes du Sud et du Nord en matière de microcrédits. Cependant, les contacts pris ont fait apparaître que dans les pays du Nord, les services de la microfinance sont plutôt de la médiation financière et des projets individuels. Il a donc été difficile d'identifier un groupe relatant son expérience. Alors que dans les pays

2 Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits

du Sud, on demande des crédits collectifs pour des projets individuels.

Au **Sénégal**, les femmes avaient des difficultés à accéder aux services bancaires, et souffraient de la précarité de leurs revenus, d'une dépendance vis-à-vis des usuriers, de mauvaises gestions de tontines. Des femmes des quartiers périphériques de Dakar ont donc créé des caisses pour trouver les ressources nécessaires au développement de leurs activités économiques. Les obstacles pour gérer ces caisses et de suivre les procédures administratives ont stimulé la création d'un Réseau d'Épargne et de crédit. En tant qu'instance faîtière, le RECEC/FD a pour objectif de lutter contre l'exclusion et l'appauvrissement des femmes en leur facilitant l'accès aux services bancaires.

Par des programmes de microcrédits, **Voix Libres** aide les femmes mineures de Potosi, en **Bolivie**, à améliorer leur situation sociale et économique et à sortir de la mine. C'est notamment le cas du groupe Las Fantasticas qui à partir de ces microcrédits va faciliter l'accès à l'alimentation, à l'éducation, à la santé de certains ménages.

La **République démocratique du Congo** subit encore des crises socio-économiques et politiques très importantes en raison des guerres de 1996 et de 1998. L'insécurité, la difficulté pour s'approvisionner en produits alimentaires, l'instabilité des prix, la multiplication des taxes, le chômage sont le quotidien des Congolais. Pour faire face, les femmes ont décidé de s'organiser au sein d'APEF afin de créer leur propre activité économique, subvenir aux besoins de leurs familles et d'œuvrer pour la Paix. Ce regroupement permet aux femmes, d'échapper aux

usuriers peu scrupuleux qui les maintenaient dans un état de dépendance. Les Congolaises ont mis en place un système de microcrédits solidaires rotatifs dont le remboursement des unes, permet l'octroi de crédits des autres. Au-delà de la dimension de développement économique, ce projet contribue à améliorer la place et le rôle des femmes dans leurs familles et dans leurs communautés.

En **Belgique**, le programme « Affaires de Femmes, femmes d'affaires (AFFA) » promu et coordonné par le **Crédal**, s'adresse à des femmes voulant créer leur propre activité et se préparer au mieux avant de se lancer dans leur projet professionnel. Son but est de favoriser l'insertion professionnelle des femmes par l'auto-crédit d'emploi dans les services, le petit commerce ou l'artisanat. Il articule à la fois formation, accompagnement et offre de crédit.

La **Fédération nationale des Groupements Naam du Burkina Faso** a une longue expérience d'opérations de crédit pour de l'élevage et du petit commerce. Les associations **Manuela Ramos au Pérou** et ADIFE en RDCongo, menant des activités de crédit féminin, sont présentées.

Pour terminer, nous vous présenterons également dans cette revue, des ressources internet et bibliographiques sur la microfinance, ainsi que des nouvelles du réseau Palabras avec le projet RAAC (Réseau d'Apprentissage et d'Action Communautaire sur le Genre).

Le Monde selon les femmes

La revue et le réseau Palabras/as

Le projet vise à faire raconter et écrire par des groupes de femmes du Sud et du Nord une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

Le point de départ est la conviction que les groupes de femmes du Nord et du Sud agissent, réagissent et prennent leur avenir en main dans le champ de leurs « possibles ».

Elles ont dès lors des choses intéressantes et mal connues à raconter et à écrire. L'échange de récits se fait entre les mondes francophone et hispanophone (Europe latine, Amérique latine et Afrique francophone). Les récits, qui sont toujours collectifs, présentent des réalisations concrètes.

Ces récits croisés remplissent un objectif d'éducation au développement car ils montrent les solidarités possibles, à partir de diagnostics similaires sur des situations comparables. L'échange de pratiques montre à la fois la « palette » de vécus différents, venus des réalités de chaque groupe social, de chaque pays, de chaque culture et la proximité de sentiments (joie ou peine), de faits et de démarches adoptées dans le but d'accroître l'autonomie des femmes.

Le RAAC Palabras

Dans l'optique de la revue Palabras et de son regard croisé Sud/Nord, le Monde selon les femmes coordonne depuis début 2005 un projet de sensibilisation de l'opinion publique européenne aux questions de développement. Le projet RAAC - Réseau d'action et d'apprentissage communautaire sur le genre - est mis en œuvre en partenariat avec ACSUR-Las Segovias (Espagne), le CECYM (Argentine), le CONAFED (République Démocratique du Congo) et le GRAAL (Portugal). D'une durée de 3 ans, ce projet est co-financé par la Commission européenne. Il est coordonné par Marcela de la Peña.

L'objectif général du projet est d'intégrer l'égalité de genre dans toutes les activités de sensibilisation, d'éducation au développement et de coopération internationale ainsi que dans les politiques mises en œuvre aux différents niveaux.

Pour plus d'info, voir les Nouvelles du réseau en fin de ce numéro.
Consultez également : le site web www.palabras.info/

4 Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits



Le Réseau des Caisses d'Épargne et de Crédit des femmes de Dakar
RECEC/FD (Sénégal)

Contact

Mme Seynabou Diop
Extension villa n°14 Liberté 6 Dakar
B.P. 37143 Grand Yoff
Dakar - Sénégal

Tél + 221 867 12 40

Fax + 221 867 12 40

Site web www.courantsdefemmes.org/blog_recec



RECEC/FD

(Sénégal)

Combattre l'usure, dépasser la tontine

En 1987 commence à Grand Yoff (un quartier de Dakar, la capitale), une expérience qui révolutionne la situation de nombreuses femmes sans revenus : la mise en place d'une Caisse d'Épargne et de Crédit pour des groupes de femmes. **L'objectif de cette caisse, gérée surtout par les femmes, est de financer les activités socioéconomiques des femmes désireuses de se lancer dans une activité génératrice de revenus.**

Jusqu'alors, les femmes ne connaissaient que 2 filières de financement : l'usure et les tontines. Conscientes de l'urgence d'une solution alternative, des groupements de femmes de Grand Yoff sollicitent l'aide de l'ONG ENDA GRAF qui accepte de soutenir la démarche. En discutant avec elles, ENDA identifie leurs ressources et leurs intérêts, puis les femmes dessinent les contours de l'organisation à mettre sur pied : elles pensent à une organisation d'épargne et de crédit, sous forme de caisse.

Les membres fondatrices ont défini les modes d'accès au crédit, les modalités de remboursement, la durée et la garantie des prêts. Au total, la caisse regroupe 13 groupements composés de 103 femmes exerçant diverses activités tels que le maraîchage, la teinture, la couture, le petit commerce, la transformation de produits locaux et la vente de jus. La caisse constitue un fond provenant des cotisations individuelles. Cependant, ce montant reste insuffisant pour les demandes de crédit. ENDA GRAF alloue un prêt égal à 3 fois l'apport des cotisations. Nous passons ainsi d'une somme initiale de 1.500 à 6.000 euros. Les crédits peuvent être collectifs ou individuels. Ils sont garantis par la présidente de chaque groupement féminin. Toute postulante à un prêt est tenue de signer une convention qui la lie à la caisse et à faire certifier à la police. Elle peut bénéficier d'un crédit égal à 4 fois le montant déposé à la caisse. Par exemple si le groupement de Fatou Dem est titulaire d'un dépôt de 75 euros, sa demande de prêt ne peut dépasser 300 euros.

Afin d'utiliser l'argent versé mensuellement par les sociétaires, et de répondre aux nombreuses demandes d'autres femmes, les membres fondatrices mettent sur pied

6 Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits

une deuxième caisse à l'intention des non sociétaires appelées « clientes ». Toute candidate à un crédit doit déposer au moins le quart du montant sollicité, variant de 8 euros à 152 euros, remboursable au maximum en 5 tranches. La demande de prêt doit être garantie par une membre fondatrice. Malgré quelques retards de paiement des traites mensuelles, le taux de recouvrement est de 100% ; ce sont la caution sociale et leur souci de dignité qui motivent les clientes à respecter leurs engagements.

Les guichets de marché : épargne et crédit

Au cours de ces années, les femmes ont fait un certain nombre de constats :

- **La caisse n'atteignait pas les femmes les plus démunies**, telles que les lingères, les vendeuses d'arachide, de poisson séché, les détentrices de petits étals, fabricantes de beignets. Leurs capacités financières étaient trop faibles pour accéder à la caisse
- En raison du manque du temps, **les femmes adhérentes ne venaient plus aux réunions**. Elles ne pouvaient pas se déplacer chaque jour pour déposer leur épargne
- **Les vendeuses de poisson se rabattaient toujours sur les usuriers pour déterminer un petit fond de roulement**
- Pour faire la dépense journalière (huile, riz, sucre, lait, savon,...), **les femmes sont obligées d'acheter au jour le jour** ; elles dépensent évidemment davantage que celles qui ont la possibilité, sur le salaire du mari par exemple, d'acheter ces rations alimentaires mois par mois
- **Ces achats journaliers retardaient le temps de cuisine des femmes**
- Le fait que les parents n'arrivent pas à épargner suffisamment, cause des problèmes par exemple aux enfants pour achever leur scolarité ou pour l'accès aux médicaments

Alors, les femmes qui vendaient au marché ont eu l'idée de collecter au jour le jour la petite épargne qu'elles pouvaient prélever sur leurs ventes. Il fallait créer une possibilité de dépôt, et ce fut l'ouverture des guichets de marché. Dans chaque grand marché, une femme tient un guichet. Chaque jour, 100 à 200 femmes viennent déposer de petites sommes allant de 15 centimes à 1,5 euros.

En 1994, avec la dévaluation de 50% du franc CFA, les familles les plus démunies avaient encore plus de mal à se procurer les biens de consommation de base. Les gérantes de caisse ont obtenu l'appui d'ENDA pour installer dans les marchés de petites cantines de denrées alimentaires pour les revendre à crédit aux membres des caisses.

Participer aux dépenses du ménage, avoir son mot à dire

La première caisse a été créée dans une zone de diversité ethnique, avec des familles polygames où le père, s'il n'est pas ouvrier temporaire, est au chômage. Ces femmes ont initié cette caisse afin de mener des activités qui leur permettraient d'avoir des revenus. Avec ces revenus, elles ont commencé à participer aux dépenses quotidiennes, à la scolarisation de leurs enfants et à la prise en charge de leur santé. Les membres ont vu le niveau de leur activité augmenter et les besoins de crédits sont passés de 76 euros à 762 euros par individu. Même au niveau du logement, leur réflexion les a amenées à mettre en place une coopérative d'habitat qui a permis à plus de 200 femmes d'avoir des parcelles viabilisées et de prétendre à un logement décent. Cela a modifié leurs rapports avec leurs maris et leurs frères. Au niveau de la famille, elles ont maintenant leur mot à dire par rapport à certaines décisions. A Dakar, 25 % des ménages sont dirigés par les femmes.



... prétendre à un logement décent

Les résultats sont les suivants

- Les femmes les plus démunies ont accès à la caisse à partir de leur épargne
- Leur épargne est en sécurité : la guichetière note sur un carnet de versement les sommes perçues
- Elles peuvent retirer de l'argent en cas de besoin. La femme qui dépose ces petites sommes n'est pas obligée de les dépenser
- Elles peuvent s'approvisionner mensuellement en denrées à la centrale d'achat que la caisse a créée
- Le guichet devient un lieu d'informations et d'échanges.

A Dakar, à côté de l'épargne destinée au financement des activités économiques, deux autres branches apparaissent : l'épargne-logement et le « voyage à la Mecque ». Du fait de la pratique importante de l'Islam et du manque de logement à Dakar, ces deux sections constituent un investissement important et sûr.

Un Réseau de caisses d'épargne et de crédit pour les femmes

En raison du succès de la caisse de Grand Yoff et pour répondre aux sollicitations des membres, ENDA a appuyé les femmes pour l'ouverture de nouvelles caisses. Beaucoup de femmes d'autres localités se sont inspirées de notre expérience, et ont commencé à s'organiser pour mettre en place leur caisse de femmes. Certaines nous contactent pour intégrer le réseau.

Des caisses, ainsi que des guichets, se sont multipliés dans les quartiers de Dakar et de sa périphérie jusqu'à la fin des années 90. Ceci a permis de rapprocher davantage les services des membres et d'augmenter le nombre de celles-ci. Les membres de ces caisses sont en majorité (plus de 75 %) des femmes, issues des couches les plus vulnérables de la société qui, pour sortir de la crise, mènent des activités génératrices de revenus dans le secteur informel.

Des caisses décentralisées ont commencé à prendre en charge les épargnes locales et à accorder des prêts : chaque nouvelle caisse était dotée d'une gérante, d'une caissière et d'un bureau financé par ENDA, mais celles-ci restaient des satellites de la caisse du Grand Yoff. Chaque soir, la gérante de caisse déposait les recettes de la journée au niveau de la « caisse mère » de Grand Yoff, ce qui impliquait un déplacement, risqué, d'argent liquide. Cependant, ces efforts furent rapidement couronnés d'un succès retentissant et vers le milieu des années 90, les « caisses d'ENDA », comme on les appelait, se sont fait une grande réputation à Dakar.

La création du Réseau des Caisses d'Epargne et de Crédit des Femmes de Dakar, la capitale du Sénégal, découle de la dynamique de recherche populaire initiée et animée par ENDA-GRAF. Cependant, malgré sa croissance phénoménale, le RECEC s'est rendu compte en 2000 qu'il n'était plus à l'avant-garde des institutions micro-



L'importance des caisses

financières sénégalaises. Il avait connu une expansion rapide alors que la gestion et les procédures opérationnelles n'étaient pas suivies correctement. Un audit extérieur a révélé l'absence d'unification des caisses au sein du réseau. Peu de caisses avaient une image claire de leur portefeuille de crédit et d'épargne ; les décisions relatives aux prêts et aux remboursements étaient plus basées sur des critères sociaux que financiers et la majorité du personnel manquait de qualification.

Un réseau de caisses d'épargne

En 2001, les responsables des différentes caisses ont décidé de créer le Réseau des Caisses d'Épargne et de Crédit des Femmes de Dakar (RECEC/FD).

L'instance faîtière a commencé immédiatement à travailler de manière bénévole en tant que « comité directeur » avec l'appui d'un cabinet de prestation dénommé REMIX, spécialisé en microfinance, et de la cellule AT/CPEC pour préparer l'Assemblée Générale constitutive et planifier une structure organisationnelle en phase avec les exigences de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Elle a reçu le soutien d'autres partenaires, dont Dyna-Entreprises (« Dyna »), un projet de l'USAID pour promouvoir les initiatives privées au Sénégal. Ceci impliquait de comprendre et adhérer aux directives de la BCEAO pour les mutuelles et de définir la structure administrative et financière du RECEC. Il fallait aussi déterminer comment mettre un réseau aussi décentralisé que le RECEC en accord avec la réglementation, sans pour autant nuire à l'autonomie relative des caisses ; et enfin, développer des procédures administratives et élaborer un plan stratégique.

A ce jour, le RECEC/FD compte 20 caisses implantées dans différents quartiers de Dakar, Pikine et Rufisque, avec 42 guichets pour un nombre total de 23.105 membres dont 15.283 femmes et 651 groupements (de femmes et mixtes). L'encours de crédit est de 740.670 euros et l'encours d'épargne de 572.663 euros.

Le fonctionnement des caisses et du réseau

a) Au niveau des caisses

Pour être membre individuel dans une caisse, il faut verser une adhésion de 3 euros et une part sociale de 6 euros. Chaque membre qui bénéficie d'un crédit doit verser des frais de gestion de 2% du montant du crédit. La durée du prêt varie entre 3 et 12 mois. Le taux d'intérêt est de 16% l'an (il était au début de 10 %).

Pour le fonctionnement, il y a, au niveau de chaque caisse, un personnel technique et trois organes élus. Le personnel est généralement constitué d'un-e gérant-e, d'un-e caissier-e, d'un-e comptable. Les organes élus sont le Conseil d'administration, le Comité de crédit et le Conseil de Surveillance. Ces organes sont élus au niveau de l'Assemblée Générale, organe suprême de la caisse qui doit regrouper l'ensemble des membres. Elle se réunit normalement une fois par an.

10 Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits

b) Au niveau de l'instance faîtière du réseau

Ce sont les caisses qui adhèrent au réseau. Pour être membre du réseau, chaque caisse doit verser un droit d'adhésion de 152 euros et une part sociale de 76 euros. Le personnel est composé d'une coordonnatrice, d'une comptable, d'une gestionnaire de crédit et d'une chargée de suivi et de contrôle. On retrouve, au niveau du réseau, les 3 organes élus ainsi que l'Assemblée Générale.

Les élus sont à plus de 95% des femmes, de même que le personnel technique. Les femmes prennent elles-mêmes les décisions pour le bon fonctionnement du réseau. Elles font elles-mêmes leurs démarches vis-à-vis des autorités et des partenaires. Bien qu'étant analphabètes, les élues ont suivi des formations pour comprendre leurs rôles et leurs responsabilités. Elles ont également suivi d'autres formations pour la transformation des fruits et légumes, l'hygiène et la qualité dans la transformation du poisson, la gestion, l'esprit d'entreprise, le management des organisation et l'informatique. Certaines sont maintenant chef d'entreprise : salon de couture, garderie d'enfants, salon de coiffure, unité de transformation de produits locaux (céréales et fruits et légumes). Elles ont aussi participé à des séminaires sur le leadership féminin, le montage des projets, le lobbying.

Des partenariats

Au niveau local, le RECE/FD est membre de l'Association des Professionnelles des Institutions Mutualistes d'Épargne et de Crédit (APIMEC) et de la Convergence Nationale pour la Valorisation des Activités de Femmes. Au plan international, il est membre du Réseau International Populaire pour l'Économie Sociale Solidaire (RIPESS). Il est aussi partenaire de l'association française « Courant de Femmes ». Le RECEC est membre du sommet du microcrédit.

Entre le Nord et le Sud, nous nouons des partenariats allant dans le sens d'une assistance en général ou d'échanges d'expériences. Nous constatons que l'assistance du Nord a plutôt tendance à diminuer. Depuis 2005, les subventions se font rares au profit de lignes de crédit auxquelles on accède selon des conditions draconiennes.

Formées pour se prendre en charge

Le changement social que nous souhaitons est un changement qui permet à chacun (homme et femme) de maîtriser son destin c'est-à-dire d'être suffisamment formé pour se prendre en charge ; un changement qui permet de combattre l'analphabétisme et l'ignorance. Un changement qui donne aux femmes leurs droits

afin qu'elles puissent participer aux prises de décisions au même titre que les hommes. Un changement qui donne plus d'autonomie aux femmes, qui leur permet de prendre conscience de leurs capacités. Mais ceci passe par une remise en cause d'un certain nombre de « valeurs », une renégociation des rôles. Ce qui permettra de valoriser les femmes.

Un réseau durable et des femmes chefs d'entreprises

Voici le témoignage de Rosalie Sarr, gérante et éducatrice d'une école privée du quartier de Grand Médine à Dakar. En 2006, grâce à un crédit de 380 euros, elle a pu équiper son établissement en mobilier scolaire. En investissant dans des « table-bancs », Rosalie a pu accueillir plus d'élèves et ainsi doubler les effectifs de son école : *« J'avais 80 élèves inscrits l'an passé et grâce aux nouvelles table-bancs achetées, j'en ai 150 cette année »*. Son microcrédit s'est donc traduit en une augmentation significative de revenus, lui permettant à la fois d'améliorer ses propres conditions de vie et celles de sa famille, tout en élargissant son offre d'éducation à de nouveaux élèves. Rosalie a également pu augmenter la rémunération du personnel de l'école, et plus encore, recruter de nouveaux enseignants. Aujourd'hui elle emploie huit personnes et envisage de renouveler son crédit.



Et l'avenir ?

Bien que certains hommes disaient au départ que cette expérience n'allait pas être durable, nous sommes passées d'une caisse à 20 caisses, de 103 membres à 23.105 membres ! Avec les guichets, les hommes ont commencé à épargner et puis ils ont commencé à prendre les crédits de leurs sœurs ou de leurs femmes pour faire face à des difficultés dans leurs activités. Par exemple une femme a pris un crédit pour le donner à son mari dont le taxi était en panne. Sur base de ces constats, nous avons accepté de donner du crédit aux hommes. Mais nous constatons que les femmes remboursent mieux que les hommes.

Avec le développement de la microfinance au Sénégal, notre réseau a réussi à être reconnu comme un des grands réseaux du pays. Excepté le crédit d'ENDA GRAF, l'épargne des membres a été utilisée pendant longtemps pour faire du crédit. Il nous faut à présent consolider des acquis professionnels, assurer un suivi régulier de nos caisses de base, trouver les moyens pour faire face à la demande et arriver à assurer la pérennité de nos structures.

12 *Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits*



Las Fantasticas – Voix Libres (Bolivie)

Contact

Las Fantasticas

Mail mujeres@voixlibres.org

Association Voix Libres

Rue des Grottes 28

1201 Genève - Suisse

Belgique + 32 2 673 88 75

Suisse + 41 22 733 03 03

France + 33 3 88 366 133

Mail voixlibres@voixlibres.org

Site web www.voixlibres.org



Voix Libres

(Bolivie)

De la femme esclave à la femme entrepreneuse

Le microcrédit avec les femmes des mines de Potosí, en Bolivie.
 « *Donnez-moi l'enfer à la place de cette vie. L'enfer, je ne le connais pas, mais cette vie, oui.* » ainsi s'exprime Sofia, 31 ans, garde-mine.

Dans les mines de Potosí, 8 millions d'Indiens sont morts en 5 siècles d'exploitation. L'espérance de vie atteint à peine 44 ans pour les femmes, et 35 ans pour les hommes. Les femmes témoignent : « *Nous avons toutes connu la souffrance, la douleur, les décès, la violence, la maltraitance et le viol.* » **A Potosí, 7 femmes sur 10 subissent des mauvais traitements et sont victimes de toutes les discriminations. 83,7% des enfants sont maltraités.**

« *La mine, on n'y vit pas.* » nous dit Maura. Emiliana, gardienne de mine, qui vit depuis toujours dans un abri de pierre, collé à la montagne. Elle dort avec toute sa famille sur un lit de cailloux, sans chauffage, sans eau... « *Nous ne connaissons pas le goût de l'eau, ni celui des fruits et des légumes... Chaque jour, c'est la soupe de riz ou de pâtes. Nous ne gagnons plus rien ici, nous voulons quitter la mine pour retourner dans nos villages et rendre sa fertilité à la Pachamama, notre terre sacrée.* »

L'essentiel pour ces femmes : retrouver dignité humaine, oser rompre le silence ancestral pour enfin avoir le droit de parler, de se réunir et d'entreprendre ensemble. « *Ce n'est qu'ensemble que nous allons devenir autonomes !* » nous confie Emiliana, leader des gardes-mines.

Avec l'Association Voix Libres, ce défi d'hier est devenu réalité aujourd'hui pour quelques 100.000 bénéficiaires de microcrédits sans intérêts dans toute la Bolivie, dont 80% de femmes. Ces mères, qui luttent pour la survie de leur famille, sont des preuves vivantes que la souffrance extrême, lorsqu'elle est entendue, peut se transformer en stratégie positive de développement pour démultiplier la solidarité et l'amour.

Le microcrédit : un outil pour redessiner sa vie

En parallèle aux différents programmes de formation professionnelle, Voix Libres propose des microcrédits de l'ordre de 30 à 120 euros, remboursables sans intérêts, pour acquérir l'équipement de base nécessaire au démarrage. Ainsi naissent des alternatives professionnelles aux pires formes de travail que subissent les familles parmi les plus pauvres d'Amérique du Sud. Depuis 1994, près de 80.000 femmes sont passées de l'esclavage à l'entrepreneuriat grâce à un accompagnement global : à la fois technique (alphabétisation, formation professionnelle, comptabilité de base...) et social (planning familial, auto-défense, droits humains, thérapies et expression...), car sans formation véritable, il n'y a pas de droits. Elles deviennent menuisières, boulangères, pâtisseries, cuisinières, couturières, techniciennes agronomes, vendeuses... entrepreneuses ! Un microcrédit sans intérêts, c'est l'étape initiale d'un changement de vie radical.

« Pour moi, le cauchemar s'est terminé avec les microcrédits. J'ai pu retourner dans mon village natal, acheter des outils et des semences pour cultiver mon lopin de terre. Nous avons réalisé notre rêve de quitter la mine où nous dormions avec mes 8 enfants comme des chiens sur un caillou ». Victoria, 40 ans, ancienne pailliri (trieuse de minerais).

Les microcrédits aux parents permettent aussi aux enfants de quitter l'esclavage des mines

Aurelia a vu son mari mourir écrasé par un éboulement dans la mine ; du jour au lendemain, elle s'est retrouvée seule à assumer ses 10 enfants :

« La vie a commencé avec les microcrédits... avec d'autres femmes, nous avons pu acheter un four à pain et ainsi manger et vendre. Aujourd'hui mes enfants peuvent tous aller à l'école. Moi aussi, je suis fière d'apprendre à lire et à dessiner ma vie... »



Le microcrédit est une alternative de financement - exclusivement réservée aux plus pauvres - qui permet de démarrer des activités génératrices de revenus, de favoriser le travail indépendant, de développer les compétences de ceux qui sont marginalisés par les institutions publiques et privées. Le fonds rotatif de microcrédits est à la fois un instrument financier et humanitaire, grâce à une procédure qui implique tous les acteurs :

bénéficiaires, gestionnaires, animateurs et bailleurs de fonds. Les microcrédits, une fois remboursés, réintègrent ce fonds pour bénéficier à d'autres femmes. En moyenne, le fonds de roulement tourne quatre fois par an, ce qui triple le nombre de familles bénéficiaires par année.

Les femmes renforcent la solidarité

Les microcrédits sont octroyés dans le cadre d'une relation chaleureuse, une relation profonde avec beaucoup de soutien affectif et thérapeutique, où la dimension humaine globale est respectée, en alliant un savoir-faire et le savoir-être, dans des relations de vérité où chacun retrouve dignité et espoir. Tout cela permet d'exprimer l'identité profonde dans une solidarité qui multiplie les talents, développe les racines culturelles et favorise un développement durable.

Nelly, assistante sociale à Voix Libres, réunit les 9 femmes du groupe de microcrédit « Las Fantasticas » « *Nous nous organisons autour d'idéaux, de rêves et d'objectifs communs. Notre lutte : appuyer celles qui en ont le plus besoin à travers notre union et notre solidarité. Sans avoir la vision d'un futur ensemble, avec nos enfants et notre famille, nous ne pourrions jamais changer de vie, ni de société. C'est pourquoi nous travaillons avec d'autres groupes de microcrédits : c'est en discutant et en communiquant que nous pouvons découvrir de nouvelles leaders et démultiplier les microcrédits* ».



Les femmes de ce groupe sont boulangères et cuisinières. Elles ont commencé chacune avec un microcrédit équivalent à 30 euros. Une fois remboursé, elles en reçoivent un nouveau... elles en sont maintenant au cinquième et dernier, de 120 euros. Le taux de remboursement de leurs microcrédits est de 100%.

Chaque femme forme des apprenties et multiplie ainsi les bénéficiaires. Elles parviennent même à se prêter de l'argent d'un groupe à l'autre et elles ont créé une caisse d'épargne solidaire. L'octroi d'un microcrédit solidaire se base sur un rapport éta-

16 Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits

bli par une assistante sociale, qui démontre la nécessité de répondre à l'urgence de la situation du bénéficiaire. **Pour recevoir un microcrédit, il est par exemple obligatoire de ne plus envoyer ses enfants à la mine.** Si toutes les dispositions sont réunies, s'il est possible au bénéficiaire de travailler dans une microentreprise productive, et si un document atteste l'identité de la personne, les membres d'un groupe (composé au minimum de 5 personnes) bénéficient de microcrédits. Les microcrédits sont sans intérêts financiers, mais chaque femme s'engage à rendre bénévolement service à sa communauté (prendre soin des orphelins, bâtir des maisons, former des bénéficiaires en attente, etc.), ce temps de travail bénévole est donc un intérêt humain !

**Le microcrédit de groupe est la condition du succès :
l'entraide et la solidarité sont intensifiées**

Maura, 33 ans, témoigne : « *Je peux aider les autres femmes en les encourageant pour qu'elles arrêtent d'aller à la mine. Je vis avec le cauchemar qu'elles peuvent retomber, elles. Mais les enfants, c'est le pire. Je peux les aider de cette manière, en nous encourageant à toujours aller de l'avant. Toujours en nous tendant la main... La maladie de la mine nous emporte tous. C'est pas ce que je veux. C'est pour ça que je ne veux pas oublier mon travail pour les femmes, ni les enfants du Cerro. C'est ça ce que je veux faire de ma vie. Il y a beaucoup de personnes malades comme moi, alors, il faut vivre. C'est ça mon objectif* ».

Un microcrédit qui libère

Dans un pays à tradition machiste et patriarcale, le microcrédit permet une véritable révolution sociale et participe à la libération de la femme et des enfants.

Les femmes du groupe de microcrédits « Las Fantasticas » témoignent de leur libération : « *Notre projet est de sauver des vies, comme d'autres l'ont fait avec nous. Notre union a permis à Manuela, Ana Maria, Maria Esther, Adriana, Antonia, Benedicta, Silvia, et Eugenia de devenir des leaders. Nous sommes responsables, fortes et dignes, nous sommes solidaires et fidèles à nos compagnes* ».

C'est ensemble qu'elles affrontent les difficultés et construisent un avenir meilleur

« *Nous faisons face à l'incompréhension de nos conjoints et de la société. Notre action collective modifie les relations entre les hommes et les femmes vers plus d'égalité à travers un travail de conscientisation et d'éducation aux droits humains. Nous rêvons d'un chan-*

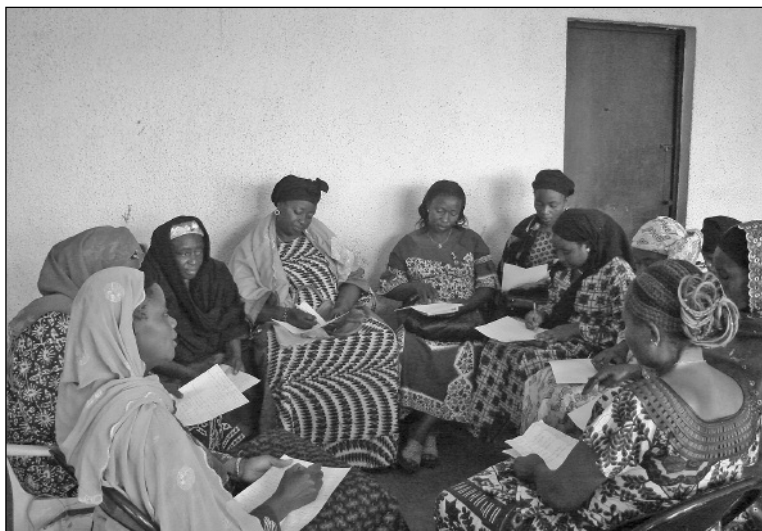
gement de société, où égalité de genre et égalité sociale seraient une évidence. Nous recherchons une démocratie « communautaire », dans laquelle nous aidons notre prochain, et où la citoyenneté signifie l'absence de frontière entre les classes sociales. Notre lutte est dure, mais avec nos rêves, nous avons l'espoir d'un monde meilleur, sans égoïsme et sans rancœur ».

Voix Libres soutient à la fois un travail de récupération des traditions, et un travail de modernité, en favorisant le leadership des femmes et des jeunes filles. C'est dans l'extrême misère que les droits des filles sont le plus bafoués. Dans les mines de Potosi, on trouve de nombreuses jeunes filles qui ont été violées. Recluses à la maison pour les travaux domestiques, les filles restent analphabètes, loin de l'école. A Voix Libres, les jeunes filles reçoivent dès l'âge de 10 ans une formation aux droits de la femme et sont formées au leadership et à l'entrepreneuriat grâce à divers ateliers d'expression : travail de la voix, et aussi travail du corps, car sans corps il n'y a pas d'énergie pour vaincre la fatalité de la misère. Voix Libres met en place des ateliers d'expression, de conscientisation et de leadership qui valorisent l'écoute, la vision globale, l'efficacité pragmatique, l'intuition et l'amour profond.



Le courage de ces femmes est impressionnant. Elles, qui n'ont jamais été valorisées, osent pour la première fois dire non à la fatalité. Elles sont des preuves vivantes du potentiel de métamorphose de l'être humain : elles étaient esclaves, elles sont entrepreneuses... elles étaient muettes, leur voix s'est ranimée... elles étaient seules, elles se mettent ensemble.

18 *Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits*



Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin
APEF (Rép. dém. du Congo)

Contact

Nunu Salufa
Avenue Patrice Lumumba 333
BP 1104
Bukavu – Rép. Dém. du Congo

Tél + 243 81 23 49 305
Mail apef_bukavu@yahoo.fr



APEF

(RD Congo)

Née dans un contexte de crise

L'APEF (Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin) est composée d'un groupe mixte avec une majorité de femmes. Elle appuie les petites entreprises gérées par les femmes à faibles revenus afin d'améliorer leurs conditions de vie dans leur famille.

Elle est née dans un contexte de conflits armés dans la région des Grands Lacs ; dans un contexte économique dramatique où les fonctionnaires étaient impayés, où le chômage battait son plein. En bref, dans un contexte socio-politique et économique difficile où la femme s'est lancée dans le secteur informel afin de pallier à cette situation de non-paiement, de bas salaire et de chômage.

« L'APEF a ciblé ses activités principalement sur les femmes pour différentes raisons :

- *lutter contre la marginalisation des femmes, pour trouver un espace où elles peuvent s'épanouir*
- *montrer à la face du monde qu'elles sont capables de transformer la société car : « éduquer une femme c'est éduquer toute une nation »*
- *montrer que les femmes sont aussi crédibles et honnêtes que leurs partenaires masculins*
- *pour qu'ensemble nous puissions lutter contre la pauvreté et mener notre combat pour un monde juste et équitable »* (Nunu Salufa, secrétaire exécutive).

En 1995, des femmes soucieuses du développement et de l'amélioration des conditions de vie de leurs consœurs ont mené une recherche-action afin de maîtriser l'environnement socio-économique du moment. Ces femmes sont parties des constats suivants :

- Les femmes deviennent des responsables au sein de leurs ménages, suite à leur participation active dans le secteur informel.
- Les femmes savent gérer leurs affaires bien qu'elles ne soient pas instruites.
- Elles sont ignorantes en ce qui concerne la défense de leurs droits.
- Elles sont exploitées par les usuriers du marché qui les soumettaient à des conditions de prêts difficiles : elles n'ont pas accès aux crédits bancaires.

20 Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits

Le résultat de cette recherche a conduit à la création d'APEF le 7 février 1996, par une assemblée générale constitutive. APEF a une assemblée composée d'une dizaine de femmes et un homme. APEF a un organe de contrôle interne s'occupant des ressources matérielles et financières et de la transmission du rapport au Conseil d'Administration.

Un partenariat local et international

L'APEF travaille en collaboration et en complémentarité avec d'autres organisations dans le domaine de certaines formations telles que celle du droit de la femme, du genre et de la citoyenneté responsable. Elle est actrice dans GAMF (Groupe d'Acteurs de Microfinance), un collectif de plus ou moins 30 organisations du Nord-Kivu, du Maniema et du Sud-Kivu qui sont ou ont été soutenues par les ONG belges SOS Faim et Louvain-Développement. APEF est membre de RIFIDEC (Regroupement des Institutions de système de Financement Décentralisé du Congo), structure nationale qui appuie la professionnalisation et l'encadrement juridique du secteur. Elle est enfin membre de MAIN qui est un réseau panafricain. Le Secteur de la formation à la citoyenneté, à la démocratie et aux droits est traité conjointement avec Héritier de la justice, RFDP (Réseau des Femmes pour la Démocratie et la Paix), le CAUCUS des femmes du Sud-Kivu, la radio Maendeleo notamment.

L'appui aux organisations de femmes

L'APEF appuie 84 associations de femmes sur Bukavu et 1333 ménages ruraux pauvres. Le choix de cette catégorie s'explique par le souci de relever le défi selon lequel la femme est un être faible qui ne peut rien faire. Ayant la conviction que les femmes ont des capacités extraordinaires, APEF veut changer beaucoup de choses au niveau local et même national.

La preuve en est que pendant la période de crise socio-politico-économique, les femmes ont assuré la relève et souvent pris en charge les dépenses de leurs familles. Elles étaient aussi ambassadrices de la paix pendant la période de conflits armés.



On dit que : " La femme est un être faible qui ne peut rien faire..."

L'APEF veut être une organisation solide, contrôlée majoritairement par les femmes et qui accompagne la transformation des femmes à faible revenu en véritables promotrices d'une économie solidaire, satisfaisant les besoins des familles et accélérant le développement dans la société congolaise. Car comme l'exprime l'association BARAKA, qui signifie bénédiction, « *Nous souhaiterions transformer notre vie pour arriver à répondre facilement aux besoins de nos familles et que la scolarité de nos enfants soit bien assurée, notre savoir-faire amélioré et nos relations avec nos partenaires hommes renforcées pour que nous puissions vivre dans le bonheur* ». APEF veut l'émancipation des femmes et leur implication totale dans la vie socio-économique du pays.

A partir du moment où la femme a une considération économique, son statut social change et elle acquiert le pouvoir décisionnel au sein de son ménage. Par exemple selon l'association UNINGU, « *APEF nous a permis d'évoluer, de comprendre le contexte dans lequel nous vivons et de transformer les mentalités au sein de notre ménage. Nous ne nous sentons plus mises à l'écart, nous sommes aux centres des préoccupations dans notre famille* ». Pour l'association USHIRIKA : « *notre groupe nous a permis de mieux dialoguer avec nos maris et nos enfants. Nous avons appris à mieux gérer nos relations et les conflits. Aujourd'hui, nous sommes consultées par la famille s'il faut prendre une décision importante. Nous nous sentons libres de nous exprimer car il n'y a plus de barrières. Nous laissons aussi la latitude aux autres de critiquer ce que nous faisons. Nous disons aussi « non » quand nous trouvons que nos intérêts sont menacés* ».

A partir de la capacitation reçue, les femmes acquièrent un savoir-faire qui leur donne le pouvoir d'agir, l'estime de soi ou la confiance (pouvoir intérieur). Pour les femmes de l'association UNINGU : « *notre union fait notre force. Pour nous, un seul doigt ne peut pas écraser un pou, comme une main ne peut pas battre un tambour. De même les membres de notre groupe s'entraident dans le bonheur et dans les difficultés. Notre pouvoir se manifeste par l'estime, le dynamisme et le courage d'entreprendre, de se faire écouter et de mobiliser des forces capables d'apporter du changement dans la société* ».



Une main ne peut pas battre un tambour.

Les difficultés rencontrées

- D**ans l'exercice de son mandat, APEF éprouve des difficultés :
- Manque de fonds importants de crédit afin de répondre aux besoins de la population.
 - Manque de professionnalisme dans la gestion du crédit ; « notre groupe a bien démarré par l'organisation des petites cotisations qui lui permettaient d'organiser des tontines, pour permettre à ceux qui n'avaient pas un fonds de départ de commencer une activité. Néanmoins, au bout d'un temps, notre caisse a été détournée par notre présidente » raconte le groupe BARAKA.
 - Demande accrue d'adhésion.
 - Réduction du personnel technique.
 - Moyen de transport insuffisant.
 - Exagération des taxes de l'Etat pour l'activité d'autofinancement.
 - Absence d'une loi régissant la microfinance.

L'APEF peut se féliciter de l'appui qu'elle donne car il répond d'une façon satisfaisante aux besoins exprimés par le groupe. Cela se manifeste par les résultats obtenus lors de la dernière enquête sur l'impact socio-économique du crédit pour les femmes, auprès de 25 % des bénéficiaires soutenues depuis plusieurs années par l'APEF. Cette enquête a dégagé des impacts significatifs malgré un contexte sécuritaire encore très difficile à l'époque :

- **86 %** des femmes sont **chargées de familles**, **60 %** d'entre elles ont **augmenté leur capital**. Pour l'association USHIRIKA « *Nous savons à présent gérer nos capitaux, nos activités et nos dépenses ; nous nous sentons responsables et nous n'avons plus peur de prendre des risques* »
- **97 %** de femmes ont **diversifié leurs activités commerciales** et dans d'autres secteurs. « *Notre groupe a permis à quelques unes d'entre nous d'apprendre d'autres métiers que le petit commerce* », selon USHIRIKA. « *Nous sommes en train d'élever les porcs et les chèvres et préconisons dans les jours à venir d'avoir une ferme* » (groupe BARAKA)
- **93 %** des femmes peuvent payer les **frais de scolarité**
- **66 %** peuvent payer des **frais médicaux**
- **48 %** des familles ont une **alimentation améliorée**
- **53 %** des femmes ont pu consacrer plus d'argent à l'**habillement et aux équipements ménagers**
- certaines femmes, bien qu'encore très minoritaires, ont réussi à réaliser des investissements importants comme la **construction de maisons ou l'achat de parcelles de terrain**
- Plus de **50 %** de femmes et d'hommes ont régularisé leur état civil en contractant le **mariage civil**.

Suite aux différentes sensibilisations et formations sur la citoyenneté responsable et sur le genre, des dialogues ont lieu au sein de certaines familles et cela les amène à s'exprimer sans peur ni contraintes liées aux coutumes rétrogrades. Des enfants trouvent aussi un espace non seulement pour s'exprimer mais aussi pour revendiquer leurs droits, notamment celui de pouvoir aller à l'école sans distinction de sexe.

Des revendications sur le droit d'être élues au sein du comité du marché, du quartier et dans d'autres secteurs se manifestent ; d'où l'implication des femmes dans la gestion des projets publics. Et ce pour éliminer toutes les formes de violences faites aux femmes et aussi de montrer à tous la volonté d'appartenir à un monde plus juste et équitable. En effet selon BARAKA, « nous avons également le pouvoir d'influencer notre contexte par nos revendications, notre participation dans la lutte contre toute violation des droits humains. Nous avons aussi la liberté de nous exprimer et de réclamer nos droits si nous trouvons qu'ils sont menacés ».

Des rencontres mixtes ont été organisées par APEF, pour que les hommes puissent s'allier aux causes féminines. Ce changement de mentalité se manifeste surtout dans certains ménages des milieux ruraux. D'ailleurs, les hommes commencent à encourager leur femme pour qu'elle puisse occuper certains postes aux seins des organes décisionnels dans le village.

Pour APEF, l'avenir des femmes est positif puisqu'elles développent un leadership capable d'apporter du changement à la fois social, économique et politique dans la République démocratique du Congo.



*Les hommes commencent
à encourager leur femme*

Enfin, APEF considère que ses relations avec le Nord, s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat. « *C'est à dire que le Nord doit faire partie de nous et doit nous accompagner dans la réalisation de nos missions. Le Nord ne doit pas uniquement nous financer mais aussi faire du lobbying et du plaidoyer pour que puisse régner une paix durable dans les pays du Sud* ».

24 *Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits*



Affaires de Femmes, Femmes d’Affaires
AFFA (Belgique)

Contact

Marie Ledent
Projet AFFA – Affaires de femmes, femmes d’affaires
CREDAL
Place de l’Université, 16/2
1348 Louvain-la-Neuve - Belgique

Tél + 010 48 33 50
Fax + 01048 33 59
Mail marie.ledent@credal.be
Site web www.credal.be



CREDAL

(Belgique)

Pourquoi ce projet au sein du CREDAL

D'abord, nous avons constaté que pas mal de personnes créent leur entreprise sans faire appel à une structure d'accompagnement et sans connaître l'existence du microcrédit. Résultat, beaucoup de ces entreprises tombent en faillite : nous voulions donc faire quelque chose

Ensuite, nous nous sommes intéressés aux femmes qui constituent 30 % des indépendants. Peu de femmes créent leurs entreprises. Sachant que lorsqu'elles les créent, leurs entreprises fonctionnent bien en général, ce n'est donc pas une question de compétence ni de capacités d'entreprendre. **D'une part, les femmes par leur rôle attendu dans la société sont moins poussées dans cette voie professionnelle.** D'autre part, elles ont tendance à prendre moins de risque car leur projet les engage non seulement elles mais aussi leur famille.

Enfin, nous voulions donner une dimension collective à notre activité de microcrédit et faire du microcrédit de groupe.

Notre projet AFFA

Pour ce, nous avons décidé de travailler avec des partenaires en Belgique (Hefboom, Stebo puis UNIZO et Vie féminine). En travaillant ensemble dans le projet AFFA (Affaires de Femmes, Femmes d'Affaire), on a débouché sur autre chose : nous avons vu que les besoins exprimés par les femmes relevaient plus de la formation, de l'accompagnement de projet que du financement.

Les femmes qui ont répondu disaient « *je veux aller au bout de mon idée, voir si je peux lancer ma propre entreprise, savoir si c'est réaliste, et sinon, j'en ferai mon deuil* ». Le projet AFFA a pris contact avec des femmes en communiquant via la presse et les radios locales, des affiches et des dépliants déposés auprès des associations de femmes, dans les lieux de recherches d'emploi. Peu de personnes savent qu'il existe des organismes pour les aider à créer leur entreprise.

Pourquoi les femmes viennent-elles nous voir ?

Les femmes viennent nous voir avec en tête une idée d'entreprise. Elles sont sans emploi, de tous âges (mais surtout de 30-40 ans), bénéficiaires d'allocations sociales pour la plupart, seules ou avec des enfants, parfois en situation familiale difficile. Elles sont plutôt urbaines, ont un niveau d'étude assez élevé (secondaire). **Elles rencontrent des freins pour trouver un emploi. Des freins intérieurs, sur lesquels on peut travailler : par exemple le fait de ne pas avoir de permis de conduire, le manque de confiance en soi. Et des freins extérieurs, comme l'isolement, l'absence de soutien, des problèmes de santé...**

Un tiers d'entre elles trouvent le chemin de l'emploi dans les 12 mois qui suivent. Elles viennent pour gagner leur vie, pour faire quelque chose de leur vie, pour faire ce qui leur plaît. Au bout du compte, les femmes souhaitent prendre du temps pour elles, mettre en pratique leurs qualités et leurs compétences professionnelles.

Comment fonctionnent les cercles de soutien

Les groupes de formation sont composés de 15 à 20 personnes. Pendant 4 mois, elles travaillent avec une accompagnatrice technique, qui s'occupe du business plan et une accompagnatrice du cercle, qui anime les cercles et s'intéresse à la situation plus personnelle de chacune.

Les cercles sont des petits groupes de 3 à 5 femmes qui se choisissent au sein du grand groupe et s'engagent l'une par rapport à l'autre à s'entraider pendant la formation mais également après pendant la durée nécessaire.

La formation comprend 2 phases et 4 packages :

- La phase Orientation avec le package « Adéquation porteur-projet »
- La phase Business Plan avec les packages « Marché », « Chiffres » et « Communication ».

Dans la première phase, chaque femme fait un bilan de vie : « *quelles sont mes compétences, quels sont mes moyens matériels, qu'est ce qui me manque, comment y pallier ? Comment est ce que je gère mon temps ? Qu'est ce qui va changer dans ma vie ? ... Il y a plein de questions !* ». Or, pour que leur projet puisse fonctionner, il faut nécessairement une bonne adéquation entre la personne et son projet.



Dans la seconde phase, les femmes apprennent à rédiger leur plan d'affaires. Elles font leur étude de marché : « *quels sont mes clients potentiels, quels sont leurs besoins, pourquoi viendront ils chez moi ?-, qui sont mes concurrents ?* »

La partie chiffrée du projet permet de savoir si le projet est possible ou pas. « De combien aurais-je besoin pour financer mon projet ? Quel chiffre d'affaires réaliser pour vivre de mon activité ? Cela représente combien de produits vendus, combien d'heures prestées ? »

Enfin, les femmes apprennent à communiquer sur leur projet selon différentes techniques orales ou écrites (plaquette, power point).

Vers la fin de leur formation, les femmes doivent rédiger un plan d'action que nous validons ou pas. Elles doivent donc défendre leur projet devant le CREDAL. Elles valident un plan d'action pour mettre en œuvre leur projet, elles identifient et prennent contact avec les organismes relais qui les aideront à le réaliser. Ainsi, après la formation, les femmes ne sont pas laissées à elles-mêmes. Par ailleurs, nous restons toujours à leur disposition pour répondre à leurs questions. Mais, il ne s'agit plus d'un accompagnement de première ligne, avec des rendez-vous systématiques car nous devons nous occuper d'un nouveau groupe de femmes.

En cercle, les femmes donnent leurs avis sur le projet de leurs collègues. Elles regardent si le projet est possible ou pas. Cet exercice permet aux femmes d'avoir un avis extérieur sur leur projet, de s'apercevoir que leurs collègues se posent les mêmes questions qu'elles et d'échanger des informations et des compétences. Cet échange donne la possibilité aux femmes de se soutenir dans leur projet professionnel car certaines d'entre elles ont peur de se lancer dans le commerce. De plus, certaines femmes s'interrogent sur les conséquences de leur projet sur leur vie et celle de leur famille : « *je me rends compte des risques* »... ou « *je ne suis pas prête* ».

Peu de crédit, mais un soutien

Si le projet est viable, les femmes peuvent emprunter au maximum 10.000 euros. Le crédit se fait en cercle : il faut rédiger un projet soi même, le défendre et le présenter au cercle. Nous tenons à souligner que le crédit est une possibilité et non un droit. Cependant, à ce jour nous avons constaté que peu de femmes avaient emprunté un crédit au sein de notre organisation. En effet, la plupart des femmes démarrent avec un statut d'activité complémentaire ou en association, avec un peu de fond propre et de matériel déjà acquis avant ou pendant la formation par leurs propres moyens. Certaines, en région wallonne, font la demande d'une bourse de pré-activité, pour financer un site Internet ou réaliser un book par exemple. D'une manière générale, les femmes avec lesquelles nous travaillons évitent dans la mesure du possible le crédit. Les activités démarrées de la sorte sont par exemple : art-thérapie, décoration florale, organisation d'évènements, centre de développement personnel.

D'autre part, les crédits AFFA sont activables dans l'année qui suit la fin de la formation. Ils nécessitent que les cercles soient prêts à rester actifs pendant au moins la moitié de la durée du remboursement. Cela signifie qu'une femme demandant un crédit un an après la formation et dont le cercle existe donc déjà depuis plus d'un an, doit obtenir l'engagement de celui-ci de se réunir mensuellement pendant 18 mois supplémentaires (puisque les crédits se remboursent sur 3 ans). Mais ceci n'est pas toujours possible. De plus, pour les activités de petit commerce, 10.000 euros ne suffisent pas toujours : il faut un local, un stock. Les formes de crédit « classique » sont alors plus adaptées.



Le cercle est un soutien

Par contre, les femmes avec lesquelles nous travaillons trouvent en général que la procédure proposée est plus sécurisante et leur apporte plus qu'une procédure classique. Elles se sentent en confiance et en terrain connu avec nous. Si les femmes ne recourent pas au crédit, il ne s'agit pas non plus d'une question de taux d'intérêt (sur des petites sommes, cela joue très peu).

Certaines femmes se rendent compte aussi qu'elles veulent développer leur activité mais sans « vouloir en vivre » nécessairement : *« c'est ma passion et je la fais, en complément d'une autre activité ».*

L' évolution des « cercles de soutien »

Lors de la première session, les femmes se choisissaient elles-mêmes librement et sans véritable encadrement pour faire leur cercle. Cela a donné lieu à beaucoup de tensions. Or, nous voulions que le cercle soit plutôt une équipe de travail qu'une équipe où chacune voulait être avec son amie. Lors de la deuxième session, les accompagnatrices ont proposé un fil conducteur pour aider les femmes à construire les cercles. Mais le cercle devenait une fin en soi, et certaines en étaient exclues. Cette situation bien évidemment occupait beaucoup de place dans l'esprit des femmes alors qu'elles devaient avancer dans leurs projets professionnels. Lors de la troisième session, pour résoudre ce problème, nous avons décidé que c'était les accompagnatrices qui allaient composer les cercles sur base des échanges et des attentes exprimés par les femmes : aux cercles leur juste place ! Le cercle est un soutien pendant la formation mais aussi après, dans la projet, et pour l'accès au crédit : c'est le cercle qui dépose le projet.

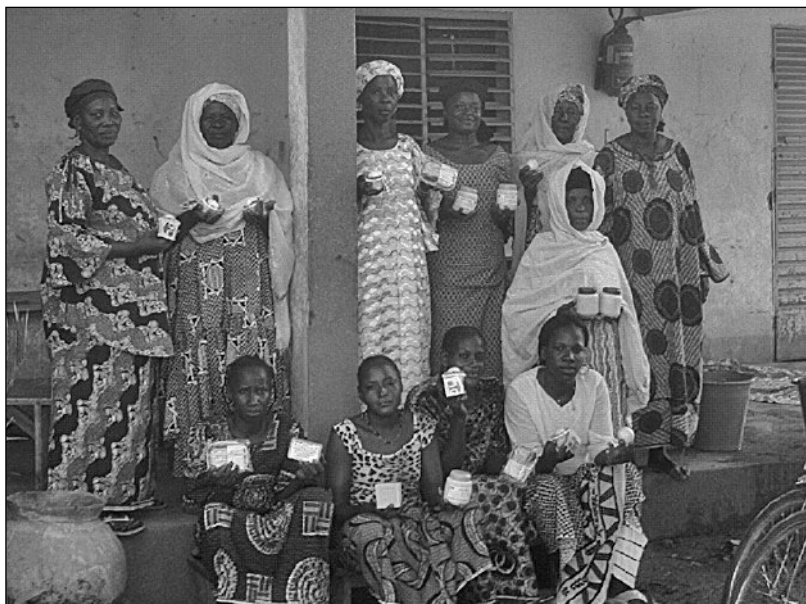
Pour adhérer au groupe

- Les femmes doivent avoir une carte de séjour pour pouvoir créer de manière légale leur entreprise.
- Il faut un accès à la profession (une reconnaissance officielle pour exercer).
- Il faut un accès à la gestion (avoir réussi toutes ses humanités ou avoir des acquis professionnels en la matière).
- Une bonne connaissance du français et du calcul (les 4 opérations).
- Les projets que nous accompagnons doivent se faire en Belgique car nous ne connaissons pas les situations des autres pays.
- Il faut être sans emploi, vouloir créer une entreprise nécessitant peu de fonds au démarrage et être demandeuse d'une formation et d'un accompagnement collectif pour se préparer.

Les évaluations de notre travail se sont avérées positives et nous poussent à progresser encore, par exemple, vers l'ouverture à des groupes mixtes et la mise en place de passerelles vers d'autres organismes pour éviter un effet « cocon ».

L'avis des participantes au travers de questionnaires nous a permis de voir que **ce programme leur a apporté quelque chose : plus de confiance en elles, les informations et les outils nécessaires pour évaluer la pertinence de leur projet.** Nous mettons également en place une série d'indicateurs statistiques. Ils nous permettent de dire entre autre qu'environ un tiers des femmes passant par notre programme trouve le chemin de l'emploi.

30 *Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits*



la Fédération Nationale des Groupements Naam
FNGN (Burkina Faso)

Contact

Mr OUEDRAGO Bernard Ledea
Unité d'appui de la promotion de la femme - FNGN
BP 100 Ouahigouya
Burkina Faso

Tél + 226 40 55 04 11

Mail fugn@fasonet.bf



Nos débuts

Créée en 1967 dans le Nord du Burkina Faso, la Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN) du Burkina Faso, s'étend aujourd'hui sur 29 des 45 provinces. Elle encadre plus de 5.000 groupements de base et compte 600.000 membres.

Depuis sa création, sa priorité est d'aider les femmes à améliorer leurs conditions de vies, notamment en leur facilitant l'accès aux crédits. La FNGN soutient deux types d'activités : l'élevage des moutons de case et le petit commerce.

Pour ce qui concerne les moutons de case, un crédit de 23 euros est accordé à la femme pour l'achat d'un agneau. Il est engraisé et revendu six mois après entre 61 euros et 76 euros. La bénéficiaire rembourse la moitié du prêt au moment de cette vente et achète un autre agneau pour pouvoir poursuivre son activité. Six mois après, lors de la deuxième vente, elle rembourse le reste du crédit et achète encore un agneau pour poursuivre l'opération, mais sans crédit cette fois-ci.

Grâce à ces crédits, de nombreuses femmes (plus de la moitié de celles qui ont bénéficié de ces crédits) possèdent aujourd'hui des troupeaux de dix à vingt moutons, de cinq à dix boeufs ou ont développé d'autres initiatives (atelier de couture, boutiques, restaurants) avec les bénéfices générés par l'élevage des moutons de case. Ces bénéfices permettent également d'améliorer l'alimentation et l'hygiène de la famille, de prendre en charge les frais liés à la santé, à la scolarisation des enfants, à l'achat de vêtements, etc.

Pour le volet petit commerce, un crédit minimum de 38 euros et maximum de 457 euros est accordé à la femme pour soutenir ou lui permettre de démarrer son projet. Les activités concernent essentiellement la spéculation céréalière, la restauration, la transformation et la vente de produits, la vente d'articles (vêtements, ustensiles de cuisine, bijoux, produits de beauté, etc.), la vente de condiments et de légumes, etc. Le crédit se rembourse en une année avec des versements mensuels.

32 Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits

Les crédits ont permis aux femmes de diversifier leur source de revenus. Elles ne sont plus dépendantes de leurs champs et des aléas climatiques, surtout dans la Région Nord du Burkina où la pluviométrie et les rendements sont mauvais.

Tout comme l'élevage, le petit commerce génère des revenus qui permettent aux femmes d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille (alimentation, santé, scolarisation des enfants, vêtements, épargne, etc.). Pour ces femmes le crédit est un outil déterminant pour leur émancipation.

Plusieurs bénéficiaires se sont fait une place dans leur communauté grâce à leurs activités.

Le récit du groupement YAM LEENDE de Ouahigouya

Notre groupement YAM LEENDE a été créé en 1991. Il compte 40 membres. Ses objectifs sont de lutter contre la pauvreté des femmes, d'améliorer les conditions de vie des familles et d'assurer le bien-être des enfants.

Nous avons bénéficié d'un crédit pour mettre en place une savonnerie et développer d'autres activités qui peuvent permettre à nos membres d'améliorer leurs conditions de vie et/ou de travail. La Fédération Nationale des Groupements Naam avait mis en place sa savonnerie en 1987. Celle-ci a rencontré beaucoup de difficultés liées notamment à la technique de fabrication, à la gestion et à la commercialisation. Avec le crédit que la FNGN a bien voulu nous accorder, nous avons investi dans l'achat des équipements (tables, moules, tampons, récipients, seaux, gobelets, gants, spatules, etc.) et des matières premières (beurre de karité, soude caustique, parfum, etc.) pour pouvoir relancer les activités de la savonnerie.

Nous avons approché certaines personnes ressources, et les échanges avec ces dernières nous ont permis de savoir que certaines essences locales possédaient de l'huile à base de laquelle on pouvait fabriquer du savon. Nous avons fait des expériences et actuellement nous produisons plusieurs variétés de savon à base d'huile de balanités, de neem, de raisin sauvage, de miel, etc. Le savon de neem a des vertus thérapeutiques car il soigne toutes les maladies de la peau.

Nous bénéficions de l'appui du CEAS (Centre Ecologique Albert Schweitzer) et de plusieurs autres partenaires. Cet appui porte sur le volet technique et l'écoulement de nos produits. Nos produits se vendent très bien sur le marché local, national, régional et international (France, Suisse, Belgique).

« La savonnerie a créé des sources de revenus pour des femmes notamment celles qui commercialisent les graines d'essences locales ou qui revendent le savon sur le marché local. Grâce aux bénéfices de notre savonnerie nous avons toutes acheté des vélos qui facilitent nos déplacements. Nous disposons en plus de crédits pour mener d'autres activités de petit commerce et/ou d'élevage. En décembre 2006, notre chiffre d'affaire était de 17,5 millions de CFA, soit 26.678 euros ».

Nous sommes organisées en deux sous-groupes pour travailler à la savonnerie. Cela nous permet de nous occuper de nos activités de petit commerce ou d'élevage.

Bien que nous soyons dans une zone désertique avec des famines endémiques, nous avons toujours pu subvenir à nos besoins, à ceux de nos familles et parents proches grâce aux revenus générés par notre savonnerie. Ainsi, nous avons pu améliorer notre statut social car désormais nous ne sommes plus dépendantes de nos époux ou de nos parents. Nous sommes capables de contribuer aussi bien dans la famille que dans les activités communautaires.

Nous ne subissons plus de décisions mais sommes consultées en permanence pour les questions de famille ou communautaires parce que nous pouvons apporter notre pierre à la construction de la famille et de la communauté.

Nous avons formé plusieurs autres femmes ou groupes de femmes du Burkina et des autres pays voisins à la technique de fabrication de savon, à la gestion et au marketing. Nous avons acquis une expérience solide qui nous servira toute notre vie. La savonnerie YAM LEENDE nous a permis d'améliorer considérablement nos conditions de vie à travers les revenus générés et les échanges, non seulement entre nous mais aussi avec des femmes d'autres horizons.



C'est pourquoi, nous affirmons que le crédit est un outil d'émancipation pour les femmes. Sans ce crédit que la FNGN a bien voulu nous accorder, nous serions sans doute aujourd'hui des charges pour nos époux, enfants et proches parents.

Grâce à ce crédit, nous apportons notre pierre à la construction de nos familles, de notre société et nous en sommes très fières.

CREDIFEMME de MANUELA RAMOS

Le Service de financement CREDIMUJER (CREDIFEMME) est un programme de microcrédits destiné à offrir des services financiers aux femmes aux ressources limitées, mais qui ont des activités économique et n'ont pas d'accès aux sources de financements.

Notre expérience en crédit a commencé avec le Programme de génération de revenus avec des crédits individuels à partir d'une convention avec la Banque Interaméricaine de développement (la BID) en 1993. Une autre expérience acquise est celle des Banques communales avec une méthodologie de crédits de groupes, et comme partie intégrante du projet de « Santé sexuelle et reproductive dans la communauté » mené avec l'appui de l'USAID en 1995. En 2001, après une évaluation institutionnelle réunissant ces 2 programmes est né le CREDIFEMME.

Au 1er trimestre 2007 : nous avons 11.839 crédits octroyés, pour un montant moyen de 178 euros. Le nombre de femmes bénéficiaires, depuis 2001 jusqu'à mai 2007, s'élève à 44.076 ; et nous avons octroyé plus de 2 millions d'euros en crédits.

Lignes stratégiques

- Renforcement et développement de l'accès aux crédits individuels et communautaires en renforçant le marché et en recherchant de nouveaux marchés ;
- Organisation, contrôle et évaluation effective - par des moyens transparents et simples - en visant la standardisation des politiques de crédit. Une évaluation périodique et le suivi sont assurés par des « promotrices », animatrices dans chaque région ;
- Investissement et captation de fonds, en visant à offrir l'appui physique et le capital humain nécessaires pour une bonne gestion du crédit, avec des actions de formation ;
- Appui institutionnel dans le secteur finances, en cohérence avec les normes et exigences légales.

Les Banques communales

Les Banques communales existent dans 5 provinces du pays. Les prêts sont faits en monnaie locale, entre 70 et 400 euros. Nous promouvons l'épargne des associées. Les paiements sont fixes, avec des cycles de 4 à 6 mois ; le taux d'intérêt est fixé à 4% par mois.

Contact

Association MANUELA RAMOS
Av. J.P. Fernandini 1550
Pueblo libre - Lima 21
Pérou
Tél 00 51 1 423.72.50
Fax 00 51 1 423.40.31
Site web www.manuela.org.pe

ADIFE

Action pour le développement integral de la femme

Notre organisation, « ADIFE », est composée de femmes et de quelques hommes qui croient au genre. Nous avons en commun de faire partie de milieux défavorisés, des populations à la base. Nous exerçons diverses activités dans le petit commerce ou dans les technologies appropriées : la transformation des produits (poissons salés, mayonnaise, divers jus à base de fruits, produits de nettoyage, chikwangué,...) ainsi que la couture et la teinture des tissus bazins.

ADIFE s'organise autour de 7 domaines d'activités : microfinance, éducation civique et droits humains, genre, solidarité et assistance sociale, santé, formation-information et développement communautaire (agriculture, pêche, élevage, infrastructures socio-économiques, technologies appropriées...), afin de contribuer à la promotion intégrale de la femme par la réduction du taux de la pauvreté. Pour y parvenir, nous avons mis en place « le programme d'appui et de renforcement des capacités de la femme dans la lutte contre la pauvreté par la microfinance » en partenariat avec une institution de microfinance.

Dans ce partenariat, les femmes, membres effectives de ADIFE et béné-

ficiaires du microcrédit, reçoivent, à travers des groupes solidaires, des microcrédits (entre 36 et 220 euros) pour une durée de 4 à 6 mois. En outre, nos membres et leurs familles ont accès à deux autres programmes :

- le programme « Assurance santé-maladie » faisant accéder les femmes démunies aux soins de santé et autres services médicaux conventionnés, pour elles-mêmes et pour leur famille.
- le programme « Assurance scolaire » qui couvre les frais scolaires appelés « minerval » de chaque enfant en âge de scolarité. Donc, ces deux derniers programmes sont mis en place pour protéger le microcrédit octroyé dans le cadre uniquement des activités génératrices des revenus des femmes.

C'est au sein du département pour la promotion de l'entreprenariat coopératif de l'ONG que sont constitués ces groupes solidaires. A ce jour, nous comptons plus de 30 groupes solidaires, composés chacun de 20 femmes au minimum, avec, à la tête de chaque groupe, un comité de 3 personnes (présidente, secrétaire et trésorière).

Contact

BP. 10 706 Kinshasa I
 Rép. Dém. du Congo
 Joachim Bongeye, Président du CA
 Tél + 243 (0)810745212
 Henriette Masonga, Coordinatrice
 Tél + 243 (0)814011675
 Mail adif2004_ong@yahoo.fr

... Pour en savoir plus sur le thème

FAO

Un guide pour la microfinance sensible au genre a été produit par la FAO en collaboration avec le programme d'analyse socio-économique selon le genre (ASEG) et le Service parité hommes-femmes et développement. Ce guide a été conçu pour aider celles et ceux qui sont impliqué-es dans des programmes de microfinance à intégrer le genre dans leur politique de développement. Selon ce guide, la durabilité et l'efficacité des IMF dépendent de la prise en compte des questions socioéconomiques et de parité hommes-femmes dans les programmes de microfinance.

Info

Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Tél + 39 06 5705 6751
Fax + 39 06 5705 2004
Mail seaga@fao.org
Site web www.fao.org/sd/seaga/downloads/fr/microfinancefr.pdf

ADA

Appui au développement autonome
Microfinance et Genre : « Des nouvelles contributions pour une vieille question »

Ce recueil regroupe un ensemble d'articles sur diverses opinions et expériences sur la microfinance.

Elisabeth Hofmann et Kamela Marius-Gnanou décrivent les déséquilibres entre les femmes et hommes et démontrent que les programmes de microfinance qui ne prennent pas en compte l'influence des hommes pourraient renforcer les inégalités au lieu de mener à l'autonomisation.

Susy Cheston (Opportunity International) ajoute que les déséquilibres de genre doivent faire l'objet d'un examen structurel par l'institution de microfinance et souhaite que les femmes ne soient plus considérées seulement comme des clientes mais comme des actrices. Son article explique que l'égalité est un atout évident pour le secteur.

Isabelle Guérin et Jane Palier (LPED/IFP) remettent en cause le lien

automatique fait entre microfinance et autonomisation des femmes et considèrent que cette approche est trop simpliste et ne représente pas la réalité car elle n'examine pas les limites de la microfinance.

Linda Mayoux (genfinance) se demande si la commercialisation ou le ciblage contre la pauvreté affichées dans « Ways Forward for Microfinance » lors du récent Sommet du microcrédit pourraient améliorer l'impact sur les questions de genre. Elle décrit la manière d'intégrer l'empowerment des femmes dans ces deux tendances actuelles mais en soulignant qu'il faudra que la microfinance prenne un engagement beaucoup plus clair en faveur de l'égalité.

Info

Site web

www.genreenaction.net/IMG/pdf/FAITDialogue_37_FR.pdf

ADA

Appui au développement autonome
21-25, Allée Scheffer

L-2520 Luxembourg

Tél + 352.45.68.68.1

Fax + 352.45.68.68.68

Mail adainfo@microfinance.lu

Site web www.microfinance.lu

GENFINANCE

Ce site anglais créé par Linda Mayoux offre des ressources, des discussions et des hyper liens vers des sites traitant de la notion de genre dans la microfinance.

Info

Site web www.genfinance.info

Mail l.mayoux@ntlworld.com

WAM

Women Advancing Microfinance

est une organisation fondée en 2003 pour les femmes spécialisées en microfinance. Son but est d'aider les femmes de ce secteur dans leur développement professionnel, en encourageant les opportunités pour elles d'occuper des postes de direction, en rendant leur participation et leurs talents plus visibles tout en garantissant un équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Info

Site web www.wam-international.org



Sommet mondial du microcrédit 2006

Le sommet mondial du microcrédit 2006 à Halifax au Canada a rassemblé 110 pays. La Campagne du Sommet du Microcrédit a réuni des praticiens du microcrédit, des partisans et promoteurs, des établissements d'enseignement, des organismes donateurs, des institutions financières internationales, des organisations non-gouvernementales.

Les deux principaux objectifs de ce sommet étaient de s'assurer que d'ici 2015 :

- au moins 175 millions de familles les plus pauvres et spécialement les femmes de ces familles bénéficieraient des crédits et d'autres services financiers et commerciaux qui leur permettraient d'exercer une activité indépendante.
- au moins 100 millions de familles vivent de plus d'un \$ par jour.

Info

Microcredit Summit
c/o RESULTS Educational Fund
440 First St. NW, Suite 460
Washington, D.C. 20001 Etats-Unis
Tél + 202 637-9600
Fax + 202 637-3566
Mail info@microcreditsummit.org
Site web www.microcreditsummit.org/

Gateway

Le site de microfinance Gateway procure un ensemble de services pour les professionnels du secteur et pour tous celles et ceux qui sont intéressés par la microfinance. Ce site fonctionne comme une plate-forme d'échanges d'informations entre différents acteurs tels que les IMF, les réseaux d'IMF, les bailleurs de fonds, les consultants et les prestataires de services. En effet, sur ce site vous trouverez des documents sur la microfinance, des témoignages des acteurs du secteur, des enjeux des thématiques clés de la microfinance, l'actualité de ce thème, des formations, des dates et lieux des conférences.

Info

Site web

www.microfinancegateway.org/

Planet finance

Planet finance est un réseau d'ONG internationales spécialisées en microfinance. Son but est d'aider les IMF à augmenter leur croissance en les fédérant, en leur fournissant des services et en consolidant leurs capacités techniques et leurs ressources financières.

Info

Daniel Sorrosal, Directeur exécutif
Avenue Louise, 287
1050 Bruxelles - Belgique

Mail

contactbelgium@planetfinance.org

Site web www.planetfinance.org

Activités du Réseau Palabras

Les 10 ans de la Revue Palabras

Les 4 et 5 mai 2007, la revue Palabras fêtait ses 10 ans. A cette occasion, une rencontre a eu lieu, à laquelle ont participé 80 personnes.

La première matinée s'est centrée sur la revue et sur les dynamiques d'empowerment à travers les récits ou la création collective (théâtre, écriture). Ensuite, l'empoderamiento a été présenté dans ses principes et méthodes, puis en lien avec l'économie et le développement durable.

C'est le thème du développement durable qui fut le fil rouge de la deuxième journée, avec la présentation de 3 vidéos (lire ci-dessous) et des échanges croisés. Il y eut ensuite une réflexion sur les logiques de l'action collective et des ateliers et du plaidoyer pour le développement durable.

Des partenaires du Projet Palabras étaient présentes : ENDA Pronat (Sénégal), RECIF (Burkina Faso) et REMTE-GGE (Pérou).

Nouvelles du projet RAAC Palabras

Réseau d'action et d'apprentissage communautaire sur le genre

Le séminaire international de cette année a été co-organisé avec le CECYM de l'Argentine et a eu lieu à Buenos Aires du 16 au 17 octobre 2007. Il a porté sur la violence et les réponses de l'Etat et des organisations de femmes face cette problématique. Le titre du séminaire fut « **Non-violence, sexualité, reproduction : tensions politiques, éthiques et juridiques** ». Les partenaires du RAAC en ont profité pour participer à la Rencontre annuelle de femmes d'Argentine.

Vous trouverez sur notre site internet (www.mondefemmes.org) la version française et espagnole du document de plaidoyer « Expériences de méthodologies de plai-

40 Palabras/as n°15 • Femmes et microcrédits

doyer avec une perspective de genre ». Ce document est la suite donnée au séminaire de Barcelone que nous avons co-organisé avec ACSUR Las Segovias (Espagne) en octobre 2006.

Deux autres nouvelles publications « **La violence affichée** » réalisé par le CECYM ainsi que les résultats de la recherche menée par CECYM et ACSUR « **Systématisation d'expériences des ONG avec la perspective de genre en Amérique latine** » sont disponibles sur notre site web.

ACSUR a organisé en octobre 2007, une formation de formateurs en partenariat avec le M/F et la Communauté de Madrid pour des animatrices-teurs sur : « **Outils de l'approche genre pour l'intervention sociale avec des jeunes** ».

Différents outils ont été produits, notamment dans la collection « Les essentiels du genre » par le M/F : la réédition du n° 4 « **Droits sexuels et reproductifs** », et l'édition du n°5 « **Genre et économie** », et du n°6 « **Genre et VIH/SIDA** ». Un photolangage « **Participation et citoyenneté des femmes au Nord et au Sud** » a été réalisé par le M/F, en partenariat avec l'ONG belge Solidarité Socialiste et le CECYM.

En ce qui concerne les activités liées au développement durable : ENDA PRONAT (Sénégal) a produit la vidéo « **Les Pionnières du changement** » (14 mn), en français. Le RECIF (Burkina Faso) a réalisé la vidéo « **La filière du lait de vache au Burkina Faso** ». Ces deux vidéos ainsi que l'animation Flash intitulée « **Elles osent, elles proposent !** » réalisée par le M/F sont disponibles dans une pochette en version française.

Nous avons mis sur pied une Base de données des personnes et des organisations ressource dans le domaine du genre et du développement : www.genderbase.org. Cette base de données reprend des organisations des pays partenaires (Argentine, RD Congo, Portugal, Espagne, Belgique), quelques autres pays sont en train d'être ajoutés graduellement.

Le M/F a commandité une « **Evaluation/capitalisation du réseau RAAC** ». Les résultats de cette évaluation ainsi que de la brochure de divulgation de l'expérience de partenariat du RAAC seront disponibles au début de 2008.

Pour plus de renseignements ou si vous souhaitez être tenu/e au courant de ce qui concerne le projet en général, n'hésitez pas à contacter Marcela de la Peña : marcela@mondefemmes.org